

Arrêté préfectoral n°

**portant enregistrement d'un élevage de volailles, exploité par la société SCEA DES MATOUNEYRES sur
le territoire de la commune de CARCANS .**

Le Préfet de la Gironde

Officier de la légion d'honneur

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L.512-7 à L.512-7-7, R.512-46-1 à R.512-46-30 ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements ;

VU le décret du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Etienne GUYOT, préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, préfet de la zone de défense et de sécurité Sud-Ouest, préfet de la Gironde;

VU l'arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l'enregistrement au titre des rubriques nos 2101-2, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

VU la demande déposée le 23 juillet 2025 par la SCEA DES MATOUNEYRES dont le siège social est établi route des matouneyres CARCANS, (33 121), pour l'enregistrement d'un élevage de volailles (rubrique n°2111-1 de la nomenclature des installations classées) sur le territoire de la commune de CARCANS ;

VU le dossier technique annexé à la demande, notamment les plans du projet et les justifications de la conformité des installations projetées aux prescriptions générales des arrêtés ministériels susvisés dont l'aménagement n'est pas sollicité ;

VU l'arrêté préfectoral du 17 septembre 2025 prescrivant la consultation du public du 10 octobre au 7 novembre 2025 inclus, fixant les jours et heures où le dossier d'enregistrement a pu être consulté par le public ;

VU les observations du public recueillies entre le 10 octobre au 7 novembre 2025 ;

VU l'absence d'observations des conseils municipaux consultés ;

VU l'avis du maire de CARCANS sur la proposition d'usage futur du site ;

VU le courrier du service environnement de la DDPP de la Gironde en date du 30 juillet 2025 ;

VU le mémoire en réponse de la SCEA DES MATOUNEYRES en date du 7 août 2025 ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 3 décembre 2025 ;

CONSIDÉRANT que les conditions d'aménagement et de fonctionnement prévues au dossier ne constituent pas de dangers ou inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que la sensibilité du milieu ne justifie pas le basculement en procédure d'autorisation environnementale ;

Après communication au demandeur du projet d'arrêté statuant sur sa demande d'enregistrement ;

Sur proposition du Secrétaire général de la Préfecture du département de la Gironde ;

ARRETE

Article 1 – Exploitant bénéficiaire

Les installations de la SCEA DES MATOUNEYRES représentée par Monsieur Jim JASTSZEBSKI dont le siège social est situé route des matouneyres 33 121 CARCANS faisant l'objet de la demande susvisée reçue le 23 juillet 2025, sont enregistrées.

L'arrêté d'enregistrement cesse de produire effet lorsque, sauf cas de force majeure, l'installation n'a pas été mise en service dans le délai de trois ans ou lorsque l'exploitation a été interrompue plus de deux années consécutives (article R.512-74 du code de l'environnement).

Article 2 – Implantation

Les installations, objet du présent arrêté, sont localisées sur le territoire de la commune de CARCANS sur la parcelle suivante :

Commune	Parcelles	Lieu dit
CARCANS	n°24	Route des matouneyres 33 121 CARCANS

Article 3- Activités enregistrées et déclarées

Les installations visées à l'article 1 relèvent des rubriques répertoriées dans le tableau ci-dessous .

N° de rubrique	Intitulé de la rubrique et seuils	Capacité autorisée	Classement
2111-1	Elevage de volailles:installations détenant un nombre d'emplacements supérieur à 30 000 animaux	Elevage de 38 850 poulets standards	E

Régime : E (enregistrement)

Article 4– Conformité au dossier d’enregistrement

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans le dossier déposé par l’exploitant, accompagnant sa demande d’enregistrement, complétée des mémoires en réponse aux avis émis lors de l’instruction.

Elles respectent les dispositions des arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables complétées par les dispositions du présent arrêté.

Article 5– Arrêtés ministériels de prescriptions générales

S’applique à l’établissement les prescriptions du texte mentionné ci-dessous :

L’arrêté ministériel du 27 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations relevant du régime de l’enregistrement au titre des rubriques nos 2101, 2102 et 2111 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l’environnement.

Article 6 – Prescriptions particulières

Les prescriptions générales visées à l’article 5 qui s’appliquent à l’établissement pour son exploitation, sont complétées et renforcées par les prescriptions particulières suivantes :

- les effluents de la SCEA MATOUNEYRES sont repris par la société Médoc Energies ainsi aucun apport supplémentaire d’azote et de phosphore ne seront rejetés dans le bassin versant,
- la mise en place d’une réserve incendie de 150 m³,
- le dossier devra être présenté à la commission départementale de la nature, des paysages et des sites et à la commission départementale de la préservation des espaces naturels, agricoles et forestiers conformément à l’article L121-10 du Code de l’urbanisme.

Article 7 – Délais d’application

Les dispositions du présent arrêté sont immédiatement applicables.

Article 8– Transfert – modifications

Tout transfert de l’installation sur un autre emplacement nécessite un nouvel enregistrement.

Toute modification apportée par l’exploitant à l’installation, à son mode d’exploitation ou à son voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d’enregistrement, et notamment du document justifiant les conditions de l’exploitation projetée, doit être portée avant sa réalisation à la connaissance du préfet avec tous les éléments d’appréciation.

Article 9 – Incident grave-Accident

Tout incident grave ou accident de nature à porter atteinte à l’environnement doit être immédiatement signalé à l’inspecteur des installations classées à qui l’exploitant remet, dans les plus brefs délais, un rapport précisant les causes et les circonstances de l’accident, ainsi que les mesures envisagées pour éviter son renouvellement.

Article 10– Prescriptions complémentaires

L’administration se réserve la faculté de prescrire, en temps utile, toutes dispositions nouvelles qui seraient jugées nécessaires pour la protection des intérêts mentionnés à l’article L511-1 du code de l’environnement.

Article 11– Code du travail

Les prescriptions ci-dessus fixées ne peuvent en aucun cas ni à aucune époque faire obstacle à l’application des dispositions édictées par le livre II du Code du Travail, et les décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l’intérêt de l’hygiène et de la sécurité des travailleurs ni être opposées aux mesures qui pourraient être régulièrement ordonnées dans ce but.

Article 12– Permis de construire – agréments

Le présent arrêté ne vaut pas permis de construire et ne dispense pas le titulaire de l’obtention des agréments administratifs qui peuvent être nécessaires en vertu d’autres réglementations.

Article 13– Droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent réservés.

Article 14 – Délais de recours – contentieux

En application de l'article L.514-6 du Code de l'Environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative territorialement compétente :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où l'acte leur a été notifié ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1 dans un délai de deux mois à compter de la publication ou de l'affichage de l'acte.

L'auteur d'un recours administratif est également tenu de le notifier au bénéficiaire de la décision et à l'auteur de la décision par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter du dépôt du recours contentieux ou de la date d'envoi du recours administratif.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté portant enregistrement de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Article 15 – Affichage – Information du public

Conformément aux dispositions réglementaires en vigueur, en vue de l'information des tiers :

1°- Une copie de l'arrêté d'enregistrement est déposée à la mairie de CARCANS et peut y être consultée ;

2°- Une copie de l'arrêté est publiée sur le site internet des services de l'Etat en Gironde, pendant une durée minimale de quatre mois.

3°- Un extrait de cet arrêté, énumérant notamment les motifs et considérant principaux qui ont fondé la décision ainsi que les prescriptions auxquelles l'installation est soumise, est affiché à la mairie de CARCANS pendant une durée minimum de quatre semaines. Un procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités est dressé par les soins du maire. Le même extrait est publié sur le site internet de la préfecture qui a délivré l'acte pour une durée identique ;

4°- Le même extrait est affiché en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'enregistrement ;

5°- Une copie de l'arrêté est adressée à chaque conseil municipal ayant été consulté ainsi qu'aux autorités mentionnées à l'article 16 ;

6°- Un avis est inséré, par les soins du préfet et aux frais de l'exploitant, dans deux journaux diffusés dans le département de la Gironde.

Article 16 – Exécution

La secrétaire générale de la Préfecture de la Gironde, le maire de CARCANS et la directrice départementale de la protection des populations de la Gironde sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Monsieur Jim JASTSZEBSKI, gérant de la société SCEA DES MATOUNEYRES domicilié route des matouneyres 33 121 CARCANS .

Une copie sera adressée :

- au Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Nouvelle-Aquitaine ,

- aux Directeurs Départementaux des Territoires et de la Mer et des Services d'Incendie et de Secours,
- au maire de la commune de CARCANS.

Bordeaux, le

24 DEC. 2025

Le préfet,

Le Préfet
délégué pour l'égalité des chances

Bachir BAKHTI

